

<b>6 - Action économique</b>	
<b>61 - Interventions économiques transversales</b>	<b>40.03</b>
<b>Entreprises en mutation</b>	

**PROGRAMME(S)****61P07 - Développement des PME****TPOLOGIE DES CREDITS****AA****EXPOSE DES MOTIFS**

La politique économique de la Région Bourgogne-Franche-Comté est inscrite dans le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) adopté en juin 2022 : « Avec les entreprises et les territoires, réussir les transitions et relever les défis de l'emploi ». Il ressort comme priorité de cette stratégie l'accompagnement et le développement de l'industrie régionale, créatrice d'emploi et devant faire face à de nombreuses mutations.

L'objectif de ce règlement d'intervention consiste à apporter un soutien sous l'angle du conseil et du financement à des entreprises confrontées à des difficultés surmontables ou des entreprises sous-traitantes de la filière automobile confrontées à un enjeu de mutation.

**BASES LEGALES**

- Règlement (UE) 2023/1315 de la Commission du 23 juin 2023 modifiant le règlement (UE) no 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et le règlement (UE) 2022/2473 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) ;
- Règlement (UE) 2023/2831 de la commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;
- Régime cadre exempté n° SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 ;
- Régime cadre exempté n° SA.111668 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2024-2026 ;
- Régime notifié Aide d'Etat SA. 41259 (2015/N) relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté ;
- Code Général des Collectivités Territoriales – Articles L.1511-1 et suivants et R.1511-1 et suivants.

**CRITERES D'ELIGIBILITE GÉNÉRAUX :**

Sont éligibles à ces dispositifs les entreprises en pré-difficulté à savoir les entreprises qui, en raison de circonstances conjoncturelles notamment perte de CA, connaissent une situation de trésorerie très tendue. Ces entreprises sont susceptibles d'une capacité de rebond et par conséquent de réelles chances de retour à la rentabilité (difficultés surmontables).

Les entreprises en difficulté au sens de la réglementation européenne ne sont pas éligibles à ce dispositif ; ce sont celles qui font l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou celles qui ont perdu plus de 50 % de leur capital souscrit (pour les SARL notamment) ou de leurs fonds propres en raison de pertes accumulées.

En cas de reprise d'une entreprise en difficulté par un ou plusieurs de ses salariés, l'aide au conseil pourra être mobilisée afin d'accompagner les futurs repreneurs dans leur projet de reprise. Toujours dans le cas de la reprise d'entreprise en difficulté, un courrier d'intention doit être adressé au Conseil régional par le candidat à la reprise ou à la poursuite de l'activité avant la présentation du projet de reprise devant le tribunal compétent. L'aide régionale est conditionnée à la mobilisation des acteurs publics et privés ; une participation des banques, d'autres partenaires ou actionnaires sera un élément déterminant de la décision d'attribution.

## **BENEFICIAIRES**

Une entreprise en difficulté au sens de la réglementation n'est pas éligible.

En amont d'une procédure collective, est éligible une entreprise en situation de pré-difficulté se caractérisant par :

- des fondamentaux dégradés (baisse importante du chiffre d'affaires, forte dégradation des fonds propres et de la trésorerie, incidents de paiement, graves problématiques organisationnelles, etc.) et/ou ;
- un accompagnement préventif tel que : échelonnement de dettes (publiques ou privées), médiation du crédit, conciliation, mandat ad hoc, demande de chômage partiel, etc.

L'accompagnement d'une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective (sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire) ne peut se faire qu'à travers une aide au repreneur dans le cadre d'une reprise à la barre du tribunal.

Entreprises sous-traitantes de la filière automobile confrontées à un enjeu de forte mutation au regard de leur exposition à ce secteur d'activité et des évolutions auxquelles elles sont confrontées.

Sont éligibles au sens communautaire, les petites et moyennes entreprises, de moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

Toutes entreprises ou structures localisées en Bourgogne-Franche-Comté, inscrites au RNE relevant de :

1. secteurs industriels, de production, de transformation,
2. commerce de gros inter-entreprises (B to B to C),
3. services innovants (numérique, informatique, digitalisation ou moyen exclusif de production),
4. prestations de services techniques à l'industrie (cabinets d'étude et d'ingénierie, hors assistance à maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
5. logistique (hors activité de transport et de stockage).

Les entreprises éligibles doivent avoir :

- un ou des marchés qui s'étendent au-delà de la région Bourgogne Franche-Comté
- à l'exception des entreprises sous-traitantes quel que soit leur rang dès lors qu'elles produisent un ou des éléments rentrant dans la chaîne de valeur de produits ayant vocation à s'exporter au-delà de la région Bourgogne Franche-Comté.

## **CRITERES D'ECO-SOCIO CONDITIONNALITE DES AIDES**

Pour les dispositifs dont la subvention accordée est supérieure à 50 000 €, l'entreprise devra répondre à différents critères définis par la Région concernant à la fois le volet social et le volet environnemental.

## **DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION**

### **OBJECTIFS**

Les enjeux sont de :

- Rétablir au plus vite la situation des entreprises confrontées à des difficultés économiques pouvant mettre en jeu leur pérennité et les emplois ;
- Encourager la reprise d'entreprises en difficulté et faciliter le maintien de l'emploi ;
- Accompagner les entreprises sous-traitantes du secteur automobile dans une démarche de renforcement de leur compétitivité ou de diversification de leur activité.

### **1. Prestation de conseil**

La Région a passé des marchés de prestation qui permettent de prescrire des accompagnements en conseil auprès des entreprises en pré-difficulté ou des entreprises de la filière automobile.

## **OBJECTIF**

- Encourager le recours à des conseils externes en amont d'une procédure collective en vue d'accompagner l'entreprise dans la réalisation d'un diagnostic stratégique, dans l'élaboration d'un plan de redressement par un cabinet conseil. Le cabinet est financé par la Région (mission d'audit + accompagnement),
- Encourager le recours à des conseils externes en amont d'une reprise d'entreprise par un ou plusieurs de ses salariés,
- Encourager le recours à des conseils externes dans le cadre d'une stratégie de renforcement de la compétitivité de l'entreprise ou de diversification de ses marchés ou activités en ce qui concerne les sous-traitants de la filière automobile.

## **NATURE – MONTANT**

SOUS RESERVE DES REGIMES COMMUNAUTAIRES APPLICABLES ET DANS LE RESPECT DES PLAFONDS D'INTERVENTION DE CES REGIMES, L'INTERVENTION DE LA REGION EST LA SUIVANTE :

- Prestation externalisée.

Inscription dans la limite du budget alloué.

## **FINANCEMENT**

- Prise en charge à 100 % par la Région (aide sur la base du régime de minimis)

## **2. Avance remboursable consolidation financière de l'entreprise**

### **OBJECTIF**

Consolider la trésorerie pour permettre la mise en place d'un plan de redressement en visant un effet de levier sur les financements privés (consolidation via une logique de partage de risque public / privé) ou un réaménagement de la dette bancaire (différé de la charge d'emprunt), et/ou une consolidation des dettes court terme en moyen terme. Dans ce dernier cas, il s'agit donc d'accompagner les entreprises les plus endettées à court et moyen terme pour faciliter cette restructuration par une prise de risque complémentaire des partenaires bancaires, notamment par le biais d'un différé de la charge de dette.

### **NATURE**

- Avance remboursable sans garantie ;
- Durée : 5 ou 6 ans dont 1 ou 2 ans de différé suivant la situation de l'entreprise.

### **MONTANT**

SOUS RESERVE DES REGIMES COMMUNAUTAIRES APPLICABLES ET DANS LE RESPECT DES PLAFONDS D'INTERVENTION DE CES REGIMES, L'INTERVENTION DE LA REGION EST LA SUIVANTE :

- Avance remboursable à taux zéro ;
- Montant maximum de 200 000 €.

Inscription dans la limite du budget alloué.

### **FINANCEMENT**

La régie autonome ARDEA est chargée, après délibération de la région, de la gestion administrative et financière des avances remboursables aux PME et de leur remboursement. Les modalités de gestion sont définies par voie de convention.

- Le versement se fera en une seule fois ;
- L'aide ne peut excéder 50 % des coûts de restructuration ;
- La consolidation financière portée par le privé (actionnaires y compris capital risque et banques) sera au moins équivalente à l'intervention de la Région ; s'agissant de la restructuration de la dette, la transformation du court en moyen long terme sera au moins équivalent à l'intervention de la Région ;
- Les financements seront appréciés au regard de la prise de risque supplémentaire qu'ils représentent ;
- Pour les entreprises ayant consommé plus de la moitié de leur capital, l'intervention de la région devra être concomitante à une recapitalisation.

### **3. Financement de la reprise d'entreprises à la barre du tribunal**

#### **OBJECTIF**

- Favoriser la reprise par de nouveaux actionnaires et pérenniser le maximum d'emplois.

#### **NATURE**

- Avance remboursable sans garantie ;
- Durée : 5 ans dont un an de différé

#### **MONTANT**

SOUS RESERVE DES REGIMES COMMUNAUTAIRES APPLICABLES ET DANS LE RESPECT DES PLAFONDS D'INTERVENTION DE CES REGIMES, L'INTERVENTION DE LA REGION EST LA SUIVANTE :

- Avance remboursable à taux zéro ;
- Montant maximum de 200 000 €.

Inscription dans la limite du budget alloué.

#### **FINANCEMENT**

La régie autonome ARDEA est chargée, après délibération de la région, de la gestion administrative et financière des avances remboursables aux PME et de leur remboursement. Les modalités de gestion sont définies par voie de convention.

- Le versement se fera en une seule fois ;
- L'aide sera apportée à la PME, sous forme d'avance remboursable à taux nul, dont le montant sera défini en équivalence du montant des fonds propres et quasi fonds propres apportés par le repreneur. L'effet de levier sur les financements bancaires sera recherché ;
- Le plan de reprise devra être homologué par le Tribunal de Commerce compétent et devra entraîner le maintien d'au moins 10 salariés.

Le repreneur ne peut avoir été dirigeant ou actionnaire significatif de l'entreprise en pré-difficulté.

### **4. Accompagnement des entreprises sous-traitantes de la filière automobile**

#### **OBJECTIF**

- Accompagner les PME sous-traitantes de la filière automobile dans des démarches de renforcement de leur compétitivité ou de diversification de leur activité.

Sont concernées les entreprises dont la part du chiffre d'affaires sur le secteur automobile est supérieur à 40 %.

#### **NATURE**

- Subvention à hauteur de 10% pour les PME de plus de 50 salariés, et 25% en zone AFR,
- Subvention à hauteur de 20% pour les PME de moins de 50 salariés, et 35 % en zone AFR.

#### **MONTANT**

SOUS RESERVE DES REGIMES COMMUNAUTAIRES APPLICABLES ET DANS LE RESPECT DES PLAFONDS D'INTERVENTION DE CES REGIMES, L'INTERVENTION DE LA REGION EST LA SUIVANTE :

- Subvention d'un montant maximum de 200 000 €.

Inscription dans la limite du budget alloué.

## **CRITERES ECO-SOCIO CONDITIONNALITE DES AIDES**

Pour les subventions supérieures ou égales à 50 000 €, l'entreprise devra respecter une série de critères relevant d'enjeux sociaux et environnementaux :

- Formation et orientation : l'entreprise devra s'engager à accueillir au moins 2 personnes en phase d'orientation et/ou en stage de formation professionnelle et ce pendant la durée de la convention,
- Mobilité : l'entreprise s'engage à tenir un dialogue social sur le forfait mobilité durable et le ticket mobilité,
- Eau et biodiversité : l'entreprise devra s'engager à ne pas augmenter sa consommation d'eau captée ou assainie dans son process et ce à production égale. En outre, l'entreprise devra s'engager à signer la charte de la Stratégie Régionale de la Biodiversité (SRB),
- Déchets : l'entreprise devra décrire la méthode de gestion des déchets de production et de fonctionnement dans l'entreprise.

Lors du dépôt de la demande d'aide, l'entreprise devra présenter l'avis motivé du Comité social et économique (CSE) ou le procès-verbal de carence.

En cas de non-respect des engagements indiqués ci-dessus, la Région aura la possibilité de demander le reversement de tout ou partie de la subvention accordée.

## **INCITATIVITE**

Le principe d'incitativité de l'aide sera vérifié par le service instructeur au regard des capacités de l'entreprise à financer dans le temps le montant de l'investissement qui fait l'objet de la demande d'aide.

## **FINANCEMENT**

- Versement :
  - une avance de 20 % pourra être sollicitée sur demande du bénéficiaire justifiant de l'engagement de l'opération,
  - un ou plusieurs acomptes, dont le montant ne peut être inférieur à 20 % du montant total de l'aide, pourront être versés sur justificatifs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération. Ils sont calculés au prorata des dépenses justifiées et sont plafonnés à 80 %,
  - Le solde sur présentation :
    - de l'état récapitulatif des dépenses réalisées et d'un bilan financier signé par une personne compétente,
    - du récapitulatif des personnes accueillies (nom, formation, organismes de formation, dispositif, durée) et le cas échéant une attestation de l'entreprise argumentant son impossibilité d'avoir pu accueillir de personnes,
    - du compte-rendu de la ou les réunions relatives au dialogue social sur les enjeux de mobilité et le cas échéant, les preuves de mise en place du forfait mobilité ou du ticket mobilité,
    - du justificatif comparant les consommations d'eau au regard de l'évolution de la production sur la période,
    - de la note technique explicitant les actions entreprises pour la diminution ou le maintien de la consommation d'eau sur 5 ans, à production équivalente,
    - de la charte de la Stratégie Régionale de Biodiversité (SBR) signée,
    - du descriptif de la méthode de gestion des déchets de production et de fonctionnement dans l'entreprise.

## **PROCEDURE**

Conformément au règlement budgétaire et financier, le dépôt du dossier sur la plateforme dématérialisée de la Région doit être préalable à tout commencement d'exécution du projet. La date de dépôt de la demande complète détermine la date d'éligibilité des dépenses.

Les dossiers seront instruits par la direction de l'Economie.

## **DECISION**

Délibération de l'Assemblée plénière ou de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

## **EVALUATION**

Tableau de bord suivi des aides individuelles.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

L'aide de la Région est cumulable avec d'autres aides dans la limite de la réglementation communautaire applicable.

Dans le cas de la reprise d'entreprise en difficulté, l'entreprise s'engage à maintenir les emplois. En cas de non-respect de cet engagement, la Région se réserve le droit de prononcer l'exigibilité immédiate de tout ou partie de la subvention.

Ce règlement d'intervention est valide jusqu'au 31 décembre 2026.

---

## **TEXTES DE REFERENCES**

- Délibération n° 17AP.13 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 12 et 13 janvier 2017
- Délibération n° 17AP.143 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 29 et 30 juin 2017
- Délibération n° 18AP.14 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 14 et 15 décembre 2017
- Délibération n° 20AP.23 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 11, 12 et 13 décembre 2019
- Délibération n° 20AP.222 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 9 octobre 2020 (donnant délégation à la Commission permanente)
- Délibération n° 20CP.602 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 16 octobre 2020
- Délibération n° 21CP.207 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 5 mars 2021
- Délibération n° 22CP.14 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 18 janvier 2022
- Délibération n° 23CP.19 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 27 janvier 2023
- Délibération n° XXAP.XX du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 7, 8 et 9 février 2024